



CSAM du 1er février 2024 : La déclaration de l'UNSA

M. le Secrétaire Général,

Le mouvement agricole s'exprime de plus en plus violemment à l'encontre des inspecteurs de l'environnement de l'Office Français de la Biodiversité. Partout en France, ces fonctionnaires chargés de la police de l'environnement sont mis en danger par des propos irresponsables du Premier ministre.

En effet, lorsqu'il leur dit (je cite) :

« L'OFB sera dorénavant sous tutelle de la préfecture afin de recueillir les besoins et faire baisser la pression de contrôle. Est-ce qu'il faut vraiment venir armé quand on vient contrôler une haie ? Cela met quand même un peu de pression ».

le Premier ministre met en danger nos collègues en prenant, sans réfléchir aux conséquences, le parti des agriculteurs.

En 2023, l'OFB a contrôlé 3 000 exploitations agricoles sur les 400 000 que compte notre pays ! Comment peut-on affirmer que l'OFB met la pression sur les agriculteurs alors que seulement 0,75% des exploitations ont fait l'objet d'un contrôle ?

Comment se fait-il que le Premier ministre n'ait pas connaissance de ces éléments essentiels ?

De plus, les inspecteurs de l'environnement ne font qu'appliquer les instructions transposées dans la Stratégie nationale de contrôle et dans les plans de contrôles départementaux. Alors choisir ces agents comme boucs émissaires est particulièrement scandaleux !

Aujourd'hui, le mal est fait. Avec ce soutien explicite du Premier ministre, les agriculteurs se sentent pousser des ailes et se comportent de plus en plus agressivement.

Partout en France, des implantations de l'OFB sont emballées avec des bâches plastiques et du purin est grassement répandu. Des bâtiments sont saccagés. Mais plus grave encore aujourd'hui, puisqu'on en arrive désormais à des atteintes à la personne. Des noms de collègues sont ainsi soumis à la vindicte des agriculteurs à Dijon, des propos menaçants sont écrits sur des banderoles affichées dans les Hautes-Pyrénées. Voilà le résultat de l'irresponsabilité !

M. le Secrétaire général, face à cette situation grave, nous vous demandons en urgence une entrevue avec le Premier ministre et les ministres de la Transition écologique et de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.